

SÉNAT

Le mardi 25 février 1964

La séance est ouverte à 8 heures du soir, le Président étant au fauteuil.

Prière.

NOUVEAU SÉNATEUR

Son Honneur le Président informe le Sénat que le greffier a reçu du secrétaire d'État du Canada un certificat établissant que M. Eric Cook, C.R., a été appelé au Sénat.

PRÉSENTATION DU NOUVEAU SÉNATEUR

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'un sénateur attend à la porte pour être présenté.

L'honorable sénateur suivant est présenté, puis il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat. Le greffier adjoint donne alors lecture dudit bref, puis le sénateur, en présence du greffier, prête le serment prescrit par la loi et prend son siège.

L'honorable Eric Cook, de Saint-Jean (Terre-Neuve), présenté par l'honorable M. Connolly (Ottawa-Ouest) et l'honorable M. Baird.

Son Honneur le Président informe le Sénat que l'honorable sénateur ci-haut mentionné a prononcé la déclaration de qualification et y a souscrit, comme l'exige l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, en présence du greffier du Sénat, commissaire tenu de recevoir ladite déclaration et d'en être témoin.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'honorable John J. Connolly: Honorables sénateurs, j'ai par-devers moi une liste de douze documents à déposer. Il s'agit encore de documents dont divers statuts exigent le dépôt et je demanderai aux sénateurs la permission de ne point en donner lecture.

J'appelle toutefois l'attention des honorables sénateurs sur le rapport préparé par la Commission du tarif relativement à une enquête ordonnée par le ministre des Finances au sujet des machines et de l'outillage servant dans l'industrie minière et dans les industries du pétrole et du gaz. Les autres documents sont, à mon avis, habituellement déposés et on en trouvera une liste dans les *Procès-Verbaux* du Sénat d'aujourd'hui.

Son Honneur le Président: Les honorables sénateurs y consentent-ils?

Des voix: D'accord!

Les documents suivants sont déposés sur le Bureau:

Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semences, de fourrage pour les

animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 17 mai 1963 au 18 février 1964, conformément à l'article 2 de la *Loi concernant certaines créances de la Couronne*, chapitre 51, Statuts du Canada, 1926-1927. (Texte anglais).

Budget d'établissement de *The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.*, pour l'année civile se terminant le 31 décembre 1964, conformément à l'article 80 de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1964-101 du 23 janvier 1964 approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Budget d'établissement de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année se terminant le 31 décembre 1964, conformément à l'article 80(2) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre 116, S.R.C., 1952, et arrêté en conseil C.P. 1963-1840 du 12 décembre 1963 approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Budget d'établissement du Conseil des ports nationaux pour l'année se terminant le 31 décembre 1964, conformément à l'article 80(2) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre 116, S.R.C., 1952, et arrêté en conseil C.P. 1963-1897 du 21 décembre 1963 approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Rapport du ministère des Forêts pour l'année financière close le 31 mars 1963, conformément à l'article 12 de la *Loi sur le ministère des Forêts*, chapitre 41, Statuts du Canada, 1960. (Textes français et anglais).

Rapport annuel du Commissaire des pénitenciers pour l'année financière close le 31 mars 1963, conformément à l'article 14 de la *Loi sur les pénitenciers*, chapitre 206, S.R.C., 1952. (Textes français et anglais).

Rapport du ministère des Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1963, conformément à l'article 6 de la *Loi sur le ministère des Affaires extérieures*, chapitre 68, S.R.C., 1952. (Textes français et anglais).

Budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année se terminant le 31 décembre 1964, conformément à l'article 80(2) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1964-255 du 13 février 1964 approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Rapport concernant une prétendue entente relative à une demande faite par